

E STAARKT **EUROPA.**

Le programme électoral européen
du CSV en 12 priorités



**« L'ESPOIR N'EST PAS UN PRONOSTIC.
C'EST UNE ORIENTATION DE L'ESPRIT,
UNE ORIENTATION DU CŒUR. (...) »**

Václav Havel

ENG RICHTUNGSWAL AM JUNI

Guerres et crises dans le monde et en Europe. De nombreux observateurs parlent de polycrises, de césures et de tournants d'époque. Nombreux sont ceux qui doutent d'un avenir meilleur. Beaucoup doutent aussi de l'Europe. Pas nous. L'Europe est et reste notre meilleure option pour un avenir meilleur.

Nous avons néanmoins besoin d'une Europe modernisée. Une Europe qui se rapproche des gens. Une Europe non seulement des principes, mais aussi et surtout une Europe du quotidien. Une Europe qui résout les problèmes. Une Europe source de confiance.

Du projet de paix à la force de paix

Le projet de paix doit devenir une force de paix. En Europe, la liberté et la justice, les valeurs et les intérêts légitimes sont les deux faces d'une politique centrée sur l'être humain. La maison européenne est construite sur des bases humanistes. La peur est mauvaise conseillère. Nous voulons une nouvelle confiance en l'Europe.

Sortir enfin de la crise permanente

L'Europe doit surmonter son état de crise permanent. En commençant par les crises domestiques, avec une nouvelle confiance en soi. Avec des actes plutôt que des paroles. Mais l'Europe ne doit pas non plus se contenter d'être spectatrice des crises mondiales qui s'accumulent depuis 2008. Une Europe renforcée et résistante aux crises doit être plus active. Aussi sur la scène mondiale.

Tel est l'engagement du CSV. Surtout lors des prochaines élections européennes de juin. Nous ferons tout pour que l'Europe sorte de ses crises au cours des cinq prochaines années. Pour que les Européens et les Luxembourgeois puissent à nouveau respirer et prendre leur envol.

Assurer l'avenir du « European Way of Life »

Seule une Europe forte nous permettra de pérenniser les acquis de l'après-guerre et de les rendre viables. Ce n'est qu'avec une Europe forte que nous pourrons assurer la pérennité de notre « European Way of Life ». Ce n'est qu'avec une Europe forte que le Luxembourg sera fort. Et le restera.

Les élections européennes de juin 2024 sont à la fois un choix de direction et un choix de destin. Pour notre continent. Pour notre siècle. Pour notre pays et nos citoyens. Plus que jamais, la politique européenne est aussi de la politique intérieure.

Le CSV est et reste le parti européen du Luxembourg. Le parti de Pierre Werner, de Jacques Santer et de Jean-Claude Juncker. Nous répondons à la confiance des électeurs par des résultats pour aujourd'hui et des responsabilités pour demain. Dans l'intérêt de l'Europe. Et dans l'intérêt du Luxembourg.

1. E STAARKT EUROPA FIR ENG STAARK SÉCHERHEET

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, une guerre de grande envergure fait rage en Europe. 35 ans après la chute du mur de Berlin, nous sommes confrontés à un « tournant d'époque » géostratégique. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine menace directement la sécurité de l'Occident, de l'Europe et aussi du Luxembourg.

Une Union de la défense dotée d'une dissuasion crédible

Pour le CSV, il est clair que l'Europe doit sortir de sa zone de confort en matière de politique de sécurité. L'Union européenne a besoin d'une véritable politique de défense européenne, au-delà de la coopération renforcée.

Cela nécessite une dissuasion crédible de l'Europe. En intégrant l'arme nucléaire française. Et avec une industrie de l'armement forte. Le Luxembourg doit assumer davantage de responsabilités stratégiques et militaires. Chez nous et en Europe.

Un pilier fort de l'UE au sein de l'OTAN

Nous sommes également favorables au renouvellement et au renforcement de l'Occident en tant que communauté de valeurs au sein d'une alliance de démocraties. L'OTAN et l'alliance transatlantique en sont et en seront la colonne vertébrale. Avec une Europe sur un nouveau pied d'égalité avec l'Amérique. Avec un pilier européen fort au sein de l'OTAN, qui reste indispensable. Avec une Europe qui transforme les leçons de l'histoire en politique pratique. Avec un commissaire à la Défense au sein de la Commission.

Les services de renseignement européens doivent également coopérer plus étroitement. Tant en matière de sécurité que de politique économique. L'échange d'informations doit être structuré et amélioré. A long terme, un service secret européen commun pourrait également être judicieux.

2. E STAARKT EUROPA FIR ENG STAARK STÄMM AN DER WELT

L'Europe doit à nouveau participer à la définition de l'ordre mondial du 21^e siècle. Pas seulement en tant que payeur mondial, mais aussi en tant qu'acteur mondial. Cela ne peut fonctionner qu'avec une politique étrangère européenne renforcée. Avec une Europe qui parle d'une voix forte dans le monde. Avec une Europe qui soit une puissance de valeurs robuste dans un monde en pleine ébullition.

Un ministre des Affaires étrangères de l'UE et un commissaire à la Défense

Cela ne fonctionnera que si nous abandonnons l'unanimité pour les décisions de politique étrangère. Nous défendons également l'idée d'un commissaire à la Défense au sein de la Commission. Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité doit être élevé au rang de ministre européen des Affaires étrangères.

Le CSV est favorable à une politique étrangère européenne commune avec des priorités et des alliances stratégiques claires. Le cap de la politique étrangère européenne est clair : l'objectif est un ordre mondial multilatéral. Dans ce sens, nous aspirons également à une réforme des Nations unies. Idéalement, avec un siège de l'UE au Conseil de sécurité.

L'alliance transatlantique reste sans alternative

Nous sommes favorables à un nouvel équilibre stratégique des valeurs et des intérêts de l'Europe. La première priorité doit être la périphérie européenne. L'alliance la plus forte reste l'alliance transatlantique avec les États-Unis d'Amérique. Le cas échéant, l'Europe doit toutefois être prête à assurer seule sa défense.

Capable d'agir au Proche-Orient

Une autre priorité de l'Europe doit être la guerre au Proche-Orient. L'UE doit être capable d'agir et de parler d'une seule voix dans ce domaine. Notamment dans la recherche d'une solution à deux États, sans laquelle il n'y aura pas de paix durable. Une telle solution ne peut être obtenue que sur place, à la table des négociations.

La Chine, un défi stratégique

La Chine et la région du Pacifique sont les plus grands défis stratégiques de l'Europe à long terme. Nous voulons un dialogue ouvert avec l'Empire du Milieu. Les différences doivent être abordées ouvertement. Les relations doivent être basées sur la réciprocité. Mais nous ne sommes pas naïfs. Le screening des investissements directs étrangers (IDE) doit être complété par une dimension sécuritaire. Lors des appels d'offres publics et des reprises d'entreprises, nous avons besoin de plus de moyens pour nos mécanismes de protection. Les entreprises de l'UE doivent être mieux protégées contre la concurrence déloyale.

Développer les relations avec nos partenaires stratégiques

Nous voulons également renforcer les relations avec les partenaires stratégiques de l'UE. En premier lieu avec l'Inde. L'Inde est un partenaire de valeur stratégique dans la région indopacifique. Nous soutenons le projet de corridor économique Inde - Moyen-Orient - Europe. Nous voulons également agir avec l'Inde comme partenaire contre les attaques des rebelles Houthi. Nous voulons également coopérer plus étroitement avec les pays du Mercosur, l'Australie, le Japon et le Canada.

Renforcer l'Afrique en tant que continent d'avenir

Une coopération stratégique doit être envisagée avec l'Afrique, continent d'avenir par excellence. La relation bénéficiaire-donateur entre l'Afrique et l'Europe doit devenir un partenariat stratégique d'égal à égal.

3. E STAARKT EUROPA FIR ENG STAARK UKRAIN

Pour l'Europe, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine est un test grandeur nature. A court terme, la première priorité de la politique étrangère doit être le soutien solidaire à l'Ukraine. Nous ferons tout pour que la Russie ne gagne pas sa guerre. La guerre ne doit plus être la simple continuation de la politique par d'autres moyens.

Une solidarité sans faille avec Kiev

Notre solidarité avec le peuple ukrainien reste intacte. L'Europe restera aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire. Elle restera une terre d'accueil pour les réfugiés. Avec un soutien financier généreux pour les investissements et les réformes. Et aussi avec des livraisons d'armes et de munitions. Nous plaidons en outre pour une perspective réaliste d'adhésion de l'Ukraine à l'UE après la fin de la guerre.

Reconstruction après la guerre

Après la fin de la guerre en Ukraine, nous voulons contribuer à reconstruire l'Ukraine. Les investissements nécessaires seront énormes. L'Europe doit prendre ses responsabilités à cet égard. Un plan d'investissement adéquat doit être préparé dès maintenant.

4. E STAARKT EUROPA FIR ENG STAARK WIRTSCHAFT

En matière de politique économique, l'Europe doit également devenir plus forte et plus indépendante sur le plan stratégique. Le CSV veut renforcer et sécuriser la place économique européenne. Notamment vis-à-vis de la Russie. Mais aussi face à la Chine et à d'autres puissances rivales. Non pas en renonçant à la mondialisation, mais en organisant une concurrence internationale équitable.

Moins de bureaucratie, plus de prise de risque

L'économie européenne est compétitive dans le monde. Cependant, notre Union doit encore travailler sur elle-même. Nous voulons moins de bureaucratie et plus de prise de risque. C'est pourquoi nous soutenons clairement le principe du « one-in-one-out ». Si de nouvelles charges sont décidées, les charges existantes doivent être réduites. Nous voulons mettre en œuvre la réduction de 25% de la bureaucratie annoncée par l'actuelle présidente de la Commission.

Commissaire spécifique pour les PME

Nous demandons un commissaire spécifique pour les petites et moyennes entreprises (PME/PMI). Car les véritables fleurons de l'Europe sont ses PME qui emploient environ 100 millions de personnes dans notre Union. C'est à elles que nous apporterons un soutien particulier dans les années à venir.

Renforcer l'artisanat et les métiers techniques

Nous voulons mieux former notre personnel qualifié et promouvoir l'artisanat et les métiers techniques. Nous saluons en ce sens le rapport sur la compétitivité de l'UE de Mario Draghi.

L'Europe a besoin d'une nouvelle stratégie économique. Une stratégie qui s'inscrit dans la quatrième révolution industrielle et dans le monde numérique. Et qui s'attaque résolument à ses lacunes, comme les chaînes d'approvisionnement durables et sociales et le manque de matières premières. L'Europe doit jouer un rôle de pionnier au niveau international, tant en matière de protection de la nature et de l'environnement que dans le domaine social.

Site de production et « champions européens »

L'Europe doit rester un site de production et d'industrie. Une pépinière d'idées innovantes et de produits de classe mondiale. Dans ce contexte, nous préconisons une nouvelle stratégie industrielle. Nous voulons éviter que les entreprises abandonnent leur production dans l'UE et que l'Europe devienne dépendante de pays tiers concurrents.

Nous voulons rendre différents textes européens plus favorables aux entreprises. En premier lieu, le droit de la concurrence. Les entreprises européennes sont souvent désavantagées dans ce domaine. Nous voulons à nouveau des entreprises pionnières (« champions européens ») en Europe. La création de ces champions européens nécessite toutefois une mise en commun des talents et des possibilités industrielles, tout en encourageant les investissements privés indispensables.

Croissance de la prospérité et du bien-être

Le CSV est favorable à une croissance durable et inclusive de la prospérité et du bien-être en Europe également. Le pacte de stabilité et de croissance doit donc assurer les deux : stabilité monétaire et croissance économique. Dans le sens d'une transition

numérique et écologique. Et avec une marge de manœuvre pour les investissements sociaux ainsi qu'avec plus d'efficacité dans l'utilisation des fonds sociaux du budget. L'Europe a besoin de nouveaux investissements et d'une nouvelle stratégie de croissance.

Toujours à l'avant-garde dans le secteur financier

Le Luxembourg vit l'Europe au jour le jour. Le secteur financier luxembourgeois est international par nature. Il est basé sur des règles européennes. Celles-ci sont codées et terminées par le Parlement européen. Cet ensemble de règles protège les clients et contrôle les fonds, les assurances et les banques. Nous continuerons à veiller à ce que l'Europe se positionne de manière à pouvoir rivaliser au niveau international. Nous voulons rester des pionniers en tant que continent de compétences.

L'agriculture européenne reste un « choix de société »

Pour le CSV, une agriculture européenne porteuse d'avenir reste un « choix de société ». L'Europe doit également être stratégiquement indépendante en matière de sécurité alimentaire. Cela n'est possible qu'avec une agriculture forte, compétitive au niveau mondial et durable. Le social, l'économie et l'environnement vont alors de pair. En Europe aussi, nous assurerons la pérennité de notre agriculture. Sans nouvelles contraintes.

Soutenir davantage les entreprises familiales innovantes

Nous voulons que nos agriculteurs puissent se concentrer sur l'essentiel : la production agricole. Là aussi, il faut réduire la bureaucratie d'au moins 25 pour cent. Les tracasseries administratives doivent appartenir au passé. La Politique agricole commune (PAC) doit davantage soutenir les exploitations familiales innovantes et être moins basée sur les surfaces. Les fonds européens doivent parvenir aux agriculteurs actifs. Pas aux groupes industriels.

5. E STAARKT EUROPA FIR E STAARKE BANNEMAART

Le marché intérieur n'est pas tout en Europe. Mais sans le marché intérieur, rien n'est possible. Le plus grand marché intérieur intégré du monde est d'une importance capitale, en particulier pour un petit pays comme le Luxembourg. Après plus de 30 ans de succès, le CSV veut assurer et compléter le marché intérieur sans barrières à long terme.

Les quatre libertés fondamentales du marché intérieur - libre circulation des personnes, libre circulation des marchandises, libre circulation des services, libre circulation des capitaux - ne sont pas négociables pour nous. En premier lieu, la libre circulation des personnes.

Le marché intérieur doit s'adapter

Mais le marché intérieur doit également s'adapter. Nous voulons continuer à supprimer les obstacles aux services. Nous voulons approfondir l'union des marchés des capitaux et achever l'union bancaire. En matière de politique économique et financière, l'Europe doit également se rapprocher davantage 25 ans après l'introduction de l'euro. C'est la seule façon pour l'Europe de rester compétitive à long terme.

Nous nous engagerons contre le géoblocage numérique. Notamment en ce qui concerne les logiciels d'application pour smartphones. Dans ce domaine, l'Europe doit devenir encore plus favorable aux consommateurs. C'est particulièrement important pour les petits États membres comme le Luxembourg.

Pour une politique commerciale ouverte de l'UE

Nous sommes également favorables à une politique commerciale ouverte de l'Union européenne à l'avenir. Grâce à des accords commerciaux négociés de manière équitable - par exemple avec l'Australie, le Mexique ou le Mercosur - l'Europe peut utiliser sa puissance commerciale pour promouvoir les intérêts et les valeurs européennes, mais aussi les normes écologiques et sociales.

Avec un système commercial multilatéral, la mondialisation sera plus juste et plus durable. Parallèlement, nos secteurs sensibles - notamment l'agriculture, les start-ups et le secteur culturel - doivent être protégés par les freins d'urgence nécessaires.

6. E STAARKT EUROPA FIR E STAARKE SOZIALMODELL

Le modèle social européen est l'un des plus grands atouts de l'Europe. Nous voulons continuer à développer et à renforcer le modèle social européen. Pour le CSV, il s'agit à la fois d'une question de conviction sociale et de compétitivité de notre Union. En ce sens, nous voulons continuer à développer l'économie sociale de marché durable - une invention démocrate-chrétienne. L'Europe sociale doit rester une lueur d'espoir au niveau mondial.

Renforcer les classes moyennes européennes

La cohésion sociale est essentielle à la paix sociale. Nous voulons consolider cette cohésion. En donnant la priorité aux plus faibles dans nos sociétés. Et en renforçant le pouvoir d'achat des classes moyennes européennes. Surtout dans le contexte de l'augmentation du coût de la vie et du logement. La force de l'Europe dépend de la force de son centre sociétal. Celui-ci ne doit pas s'effriter.

Comblent l'écart entre les riches et les pauvres

Nous voulons combler le fossé qui s'est creusé entre les riches et les pauvres. La pauvreté en général et la pauvreté des personnes âgées en particulier ne conviennent ni à l'Europe ni au Luxembourg.

Renforcer le pilier des droits sociaux

Le pilier européen des droits sociaux - une revendication de longue date du CSV - doit être encore renforcé et devenir juridiquement contraignant. Pour des emplois de qualité et sûrs. Pour l'inclusion sociale et l'égalité des chances. Pour plus de solidarité, y compris entre les générations.

Le CSV veut faire avancer l'Europe sociale. La directive sur les salaires minimums décents est un bon premier pas. D'autres doivent suivre. Il faut avant tout développer le dialogue social européen. À moyen terme, nous voulons faire de l'Europe une union sociale et lutter contre le dumping social. C'est également dans l'intérêt des citoyens, comme le montrent de récents sondages.

Plus résistant aux crises en matière de santé

L'Europe doit également devenir plus résistante aux crises en matière de santé. La pandémie du Covid a montré que seule une Europe qui fonctionne peut relever les grands défis actuels. Nous sommes favorables à une Europe qui anticipe davantage les crises du futur. Une Europe mieux préparée. Consciente que toute crise régionale peut rapidement devenir mondiale dans un monde interconnecté. Et que l'autonomie stratégique est indispensable dans le monde de demain.

L'Union européenne et les États membres doivent coopérer davantage dans ce domaine. Nous voulons continuer à développer la stratégie mondiale en matière de santé - l'Union pour la santé. Ce qui est décisif, c'est la volonté politique de coopérer. Surtout dans les régions frontalières et les grandes régions. Et pas seulement en temps de crise. Aussi dans la lutte contre le cancer ou en matière de stratégie pharmaceutique. Là aussi, l'Europe doit devenir plus indépendante. Le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) doit également en tenir compte de manière appropriée.

7. E STAARKT EUROPA FIR ENG STAARK DIGITAL UNIOUN

Nous voulons faire de l'Europe une puissance numérique dans les technologies clés. Il faut investir beaucoup plus dans la transformation numérique de l'Europe et dans sa cybersécurité. En premier lieu dans l'infrastructure numérique et dans la création d'un environnement innovant. Nous voulons également nous appuyer sur les expériences positives du plan Juncker.

Leadership en intelligence artificielle

L'Europe a adopté la première loi sur l'IA de l'histoire. Désormais, elle doit également assumer un rôle de leadership stratégique en matière d'intelligence artificielle (IA). Pour ce faire, l'Europe doit unir ses forces.

Nous voulons promouvoir davantage l'IA. Nous voulons rendre l'IA commercialisable. Parallèlement, nous veillerons à ce que l'IA fonctionne dans l'intérêt des per-

sonnes et reste sûre. Nous sommes favorables à un dialogue mondial sur les normes minimales.

Nous voyons également un grand potentiel pour l'Europe dans le domaine du calcul quantique. Nous visons ici un écosystème quantique européen spécifique. Grâce à des efforts coordonnés en matière de recherche et de financement, nous voulons créer une base industrielle solide ainsi qu'une infrastructure d'informatique quantique en Europe.

Le Luxembourg, un site numérique d'avenir

Nous voulons également implanter davantage de technologies d'avenir au Luxembourg. Nous voulons utiliser le « Net Zero Industry Act » de manière transfrontalière avec nos partenaires de la Grande Région afin de positionner notre économie de manière durable et orientée vers l'avenir. Avec des conditions plus favorables pour investir davantage dans les technologies propres « zéro émission nette ».

8. E STAARKT EUROPA FIR E STAARKEN INNOVATIIONS-STANDUERT

L'Europe est un continent pauvre en matières premières. Notre principale matière première est l'innovation et l'imagination, la recherche et l'éducation, l'esprit d'entreprise et l'esprit pionnier. L'Europe de demain doit à nouveau participer au progrès. Les « vallées vertes » du « Net Zero Industry Act » doivent rapidement devenir une réalité. Nous voulons atteindre les objectifs du Green Deal par nos propres moyens. Et nous soustraire durablement à la dépendance stratégique de la Chine et des autres.

En matière d'innovation et de technologies clés, l'Europe doit redevenir une puissance mondiale. Nous voulons renforcer, développer et protéger l'Europe en tant que lieu de recherche et de formation. Notamment par des incitations fiscales. Nous voulons attirer à nouveau les meilleurs cerveaux en Europe. Et les retenir chez nous en Europe à long terme.

Des universités de classe mondiale qui montrent la voie

L'université vient d'Europe. Mais nous avons perdu le contact avec l'élite mondiale. Cela doit changer. L'Europe a besoin de plus d'universités de classe mondiale qui montrent la voie. L'avenir doit aussi être pensé et exploré en Europe.

Programmes d'échange et cours sur l'Europe

Nous voulons mieux mettre en réseau les universités et les écoles d'Europe dans l'espace éducatif européen. Les programmes d'échange qui ont fait leurs preuves, comme Erasmus+, seront développés.

Nous plaidons également pour davantage de cours sur l'identité européenne dans nos écoles. Il n'y a pas d'avenir pour l'Europe sans une forte mémoire culturelle collective des Européens.

9. E STAARKT EUROPA FIR E STAARKE KLIMASCHUTZ

L'Europe doit jouer un rôle de leader dans la protection du climat. Nous ne devons pas laisser le leadership climatique mondial à d'autres. Le CSV soutient la vision globale d'un « Green Deal » européen. Aussi bien en tant que deal pour le climat, l'environnement et la protection de la biodiversité qu'en tant que chance pour une croissance et une prospérité durables.

Rôle de pionnier pour la neutralité climatique

Nous soutenons les objectifs climatiques de Paris. Par solidarité avec les générations futures. D'ici 2050, l'Europe doit atteindre la neutralité climatique. Il reste encore beaucoup à faire. Nous soutenons la stratégie du « Green Deal » européen. Et aussi les initiatives européennes existantes comme « Fit for 55 », « Net Zero Industry Act » et « Zero Pollution ». Le Luxembourg doit jouer un rôle de pionnier dans ces initiatives et ne pas se contenter de soutenir des projets à l'étranger. Et ce, tant pour la protection du climat que pour la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la préservation de la biodiversité.

Socialement juste et décontracté

Nous sommes favorables à une protection du climat rentable, socialement équilibrée et équitable, à laquelle chacun peut et veut participer. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle sera soutenue par les citoyens.

Nous voulons aborder la protection du climat de manière décontractée. La peur n'est pas bonne conseillère, l'anxiété n'est pas la bonne méthode. Nous voulons convaincre les gens par des incitations. Nous ne réussirons à protéger le climat, ce qui est urgent, que si la protection du climat a une connotation positive et est perçue de manière positive. Et si elle est également rentable pour les citoyens et les entreprises.

C'est pourquoi nous voulons également mettre en œuvre la protection du climat au niveau de la politique économique. En évoluant également vers un agenda économique. Nous voulons mieux exploiter le potentiel de la transition écologique. L'Europe doit être à la pointe des industries vertes de demain.

Tournant énergétique et développement des énergies renouvelables

Le CSV mettra résolument sur une économie plus circulaire et une production d'énergie durable. Nous voulons une transition énergétique ambitieuse et réaliste. Nous sommes favorables à un développement conséquent des énergies renouvelables. Outre l'énergie éolienne et photovoltaïque, la production d'hydrogène doit être encouragée

au Luxembourg et dans la Grande Région. Nous soutiendrons l'industrie de manière ciblée dans le cadre de la décarbonisation. Nous soutenons également le paquet éolien de la Commission.

L'Europe doit investir davantage dans le développement de systèmes de batteries durables et de voitures électriques. Cela permet également de réduire les dépendances géopolitiques. Parallèlement, nous voulons promouvoir de manière ciblée la technologie européenne de l'hydrogène. Par exemple avec des incitations à investir dans l'hydrogène propre. L'avenir de l'industrie des technologies propres doit également se situer en Europe.

10. E STAARKT EUROPA FIR E STAARKE RECHTSSTAAT

L'Europe doit protéger ses citoyens. C'est aussi une question de confiance. Le CSV défend un État de droit capable de se défendre. Le lent démantèlement de l'État de droit est la voie directe vers l'autoritarisme. Nous devons également empêcher cela au sein de l'Union. Pour nous, la liberté et la sécurité sont les deux faces d'une même médaille de l'État de droit.

Développement du système de contrôle Schengen

Les organisations criminelles fonctionnent souvent par-delà les frontières. Une politique de sécurité européenne efficace doit suivre dans ce domaine. C'est pourquoi nous voulons continuer à renforcer et à développer la coopération dans le domaine de la politique de sécurité et de justice.

Nous voulons également développer le système de contrôle Schengen. Nous voulons rendre les instruments de contrôle et la base de données biométriques Eurodac plus efficaces. Nous sommes également favorables à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen.

Nous voulons élargir les missions du Parquet européen basé à Luxembourg. Il s'agit pour nous d'un élément essentiel de l'ordre juridique européen.

Migration : avec le cœur et la raison

Le CSV soutient le droit fondamental à l'asile. Nous favorisons une politique migratoire avec le cœur et la raison. L'Europe doit rester un continent de refuge ouvert. Mais la crise migratoire ne peut être gérée que dans le cadre européen et dans le cadre de l'État de droit. Pour cela, nous avons besoin d'une stratégie migratoire claire.

Nous nous opposons à une Europe forteresse. Néanmoins, nous avons besoin d'une protection des frontières qui fonctionne bien, mais qui doit rester humaine. Nous voulons continuer à renforcer Frontex et à améliorer la gestion des frontières. Nous lutterons contre le commerce inhumain des passeurs.

Réforme solidaire de Dublin III

Le CSV favorise en outre une réforme solidaire du système de Dublin III. Nous voulons des socles minimaux communs en matière d'aide sociale. En matière de financement et de relocalisation, la solidarité de tous les pays doit jouer.

Nous soutenons le paquet européen sur la migration et l'asile récemment adopté.

L'accueil, la gestion et la répartition des migrants arrivant de manière irrégulière sont ainsi redéfinis. Avec des normes claires et une plus grande solidarité avec les pays dits de première ligne.

Une immigration légale avec des règles claires

Notre Union a également besoin d'une immigration légale avec des règles claires. C'est précisément en période de pénurie de main-d'œuvre qualifiée que nous voulons la simplifier.

L'objectif premier doit être de s'attaquer aux racines du phénomène migratoire. La lutte contre la pauvreté mondiale, la dictature, la persécution politique et le changement climatique font partie des tâches les plus nobles de l'Europe.

11. E STAARKT EUROPA FIR E STAARKT MATENEEN

C'est au sein de leur famille que les gens vivent leur première cohabitation. Nous voulons renforcer les familles européennes. En Europe aussi, nous nous engagerons pour améliorer l'équilibre travail-famille. Seule une Europe favorable aux familles et aux enfants est une Europe forte. Notre Union peut ici faciliter sensiblement le quotidien des citoyens. L'Europe doit jouer un rôle de pionnier dans ce domaine. La législation européenne doit être mise en œuvre et élargie.

« Ceux qui veulent plus font plus »

Une coopération forte nécessite également des institutions fortes. Les institutions européennes ne sont fortes que si elles sont soutenues et comprises par les citoyens. C'est pourquoi nous voulons réformer les institutions européennes, les simplifier et les rendre plus efficaces. Avec prudence et pragmatisme. Sans entrer dans un débat d'experts paralysant. Et uniquement avec des modifications ponctuelles et nécessaires des traités. Nous voulons résoudre de manière pragmatique la prétendue contradiction entre l'approfondissement et l'élargissement.

Même une Union de plus de 30 États membres doit rester capable d'agir. Le principe de l'unanimité ne doit plus être la règle, mais l'exception. Nous soutenons l'idée d'un noyau dur européen ouvert. Nous ferons avancer la coopération renforcée dans le sens du troisième scénario Juncker « Ceux qui veulent plus font plus ». Ce n'est qu'ainsi que l'Europe progressera dans l'intérêt de ses citoyens.

Moins de bureaucratie, plus de convivialité

L'Europe et ses institutions doivent convaincre les gens. Avec du pragmatisme et des politiques concrètes. Avec une politique qui parle la langue des gens. Et qui prenne au sérieux leurs peurs et leurs inquiétudes à l'heure d'une mondialisation accélérée. C'est la seule façon de vaincre le populisme et l'extrémisme à moyen terme. De manière générale, nous sommes favorables à une réduction de la bureaucratie en Europe. Moins, c'est plus. Notre Union doit devenir plus «conviviale».

Deux principes fondamentaux de l'UE sont au cœur de la coopération européenne : La solidarité et la subsidiarité. Nous voulons plus de solidarité entre les États membres. Toutefois, celle-ci ne doit pas être à sens unique. En même temps, l'Europe doit être plus subsidiaire. Chaque niveau de décision doit faire ce qu'il fait le mieux. Et chaque décision doit rester aussi proche que possible du citoyen.

Élargissement de l'UE : la rigueur avant la rapidité

L'Union européenne n'est pas un projet achevé. Elle se développe à l'intérieur et à l'extérieur. Dans les années à venir, nous ferons avancer le processus d'élargissement. La rigueur prime ici sur la rapidité. Parallèlement, les pays des Balkans occidentaux ainsi que la République de Moldavie doivent avoir une perspective d'adhésion à court terme. Nous envisageons également l'Ukraine comme un État membre de l'UE à moyen terme.

Or, il n'existe actuellement aucune perspective d'adhésion pour la Turquie. Au lieu de maintenir fictivement des négociations d'adhésion gelées, nous devons négocier de nouveaux traités. Nous voulons établir nos relations avec Ankara sur une base réaliste et saine. Nos efforts d'adhésion doivent être dirigés vers les pays dont les citoyens et les responsables politiques veulent réellement une place dans l'UE, selon les règles communautaires.

Renforcer la Grande Région et les parlements nationaux

La coopération a également lieu dans notre Grande Région. C'est justement au niveau régional que les résultats peuvent être obtenus plus rapidement. Nous allons encourager davantage la coopération transfrontalière. Par exemple pour trouver une solution au système de consigne des récipients de boissons ou aux réseaux de distribution territoriaux. Même en cas d'une éventuelle nouvelle pandémie, les frontières de la Grande Région doivent rester ouvertes.

Mieux utiliser les possibilités d'influence de la Chambre

Les parlements nationaux doivent être davantage impliqués. C'est la seule façon d'obtenir une meilleure acceptation de la part des citoyens. Après tout, une grande partie de la législation nationale est codéterminée par Bruxelles. Aujourd'hui déjà, les parlements nationaux ont la possibilité d'exercer une grande influence sur la législation européenne. Nous voulons mieux utiliser cette possibilité dans la Chambre.

Renforcer Luxembourg, capitale de l'Europe

En outre, nous renforcerons le statut de Luxembourg en tant que capitale européenne et siège de nombreuses institutions européennes. Avec des conditions plus attrayantes pour le personnel de l'UE. Notamment en ce qui concerne le coût de la vie et du logement.

12. E STAARKT EUROPA FIR ENG STAARK WÄERTEMUECHT

L'Europe a une grande histoire. Le Vieux Continent dispose d'une mosaïque culturelle unique. L'économie sociale de marché et le marché intérieur sont des histoires à succès. L'État de droit et le modèle social européens sont des lueurs d'espoir pour le monde. Pourtant, l'Europe, puissance de valeurs, a perdu de son éclat et de son influence.

Vivre et défendre les valeurs de l'Europe

Nous voulons vivre nous-mêmes les valeurs de l'Europe et les défendre à l'extérieur. Ce n'est qu'ainsi que nous renforcerons l'Europe de l'intérieur. Ce n'est qu'ainsi que l'Europe rayonnera à nouveau vers l'extérieur. Sans arrogance antérieure. Mais avec une nouvelle conscience de soi inclusive.

Concrètement, nous voulons valoriser l'art et la culture européens. L'Europe est plus qu'un marché intérieur. C'est avant tout une communauté de valeurs. Une communauté d'idées et d'identités. En ce sens, le CSV est favorable à des projets créateurs de communauté. Y compris au sein de la société dans son ensemble.

La culture est l'avenir

Nous sommes pour une Europe de l'unité dans la diversité. Pour une mosaïque identitaire inclusive de régions et de nations, de langues et de cultures. Pour une Europe qui soit aussi une patrie globale. Ensemble avec nos États-nations.

L'Europe a aussi un grand avenir culturel. Nous ne permettrons pas qu'elle devienne un musée à ciel ouvert. L'Europe a également beaucoup à offrir en termes de paysages. Nous y voyons encore un grand potentiel pour le secteur touristique européen. En particulier pour le tourisme culturel. Nous y voyons également un potentiel de croissance pour le Luxembourg et notre Grande Région.

E STAARKT EUROPA FIR ENG SÉCHER ZUKUNFT

L'Europe est une enfant de l'espoir. L'espoir d'une paix durable et d'un lendemain meilleur après la Seconde Guerre mondiale. Cet espoir n'est pas un simple optimisme de circonstance. Il se base sur la croyance en une vision positive de l'homme et du monde.

Le CSV défend cette vision positive de l'homme et du monde, qui a aussi des racines chrétiennes. Une vision réaliste, et pour cette raison, aussi une vision confiante. Le meilleur reste à venir. Nous croyons et travaillons pour un avenir meilleur. Sans optimisme de circonstance et sans fatalisme historique.

La polycrise, une chance pour l'avenir

La polycrise du présent doit être utilisée comme une opportunité pour l'avenir.

Avec une Europe qui doit à la fois se renouveler et se concentrer sur ses compétences clés. Sur la paix et la sécurité, la liberté et la justice, l'État de droit et la démocratie, la prospérité et la solidarité. Mais surtout sur chaque personne humaine. Sur son bien-être quotidien et sur le bien commun de tous.

L'Europe doit davantage convaincre les gens par des résultats économiques et sociaux au quotidien. Les débats d'experts et la bureaucratie ne nous font pas avancer. Au contraire.

L'Europe doit susciter l'enthousiasme

Avant tout, l'Europe doit susciter l'enthousiasme et être une affaire de cœur. À l'intérieur et à l'extérieur du Vieux Continent. L'Europe doit rester une communauté de volonté et ne pas devenir une simple communauté d'objectifs. Surtout pour les jeunes. L'Europe a beaucoup à apprendre des récits des États-nations.

L'Europe est pour nous une origine, une patrie, un avenir. L'Europe, la nation et la région vont de pair. Notre pays est impensable sans l'Europe. Notre avenir encore plus.

Une meilleure Europe pour chaque personne

Pour nous, l'Europe est une vision du possible. Un avenir à la mesure de l'homme. Une promesse réaliste. Un espoir fondé. Pas seulement pour les Européens. Mais surtout une réalité politique aujourd'hui.

Nous voulons un élan européen renouvelé. Une Europe avec du cœur et de la raison. Avec du hard et du soft power. Une meilleure Europe pour chaque personne humaine. Avec une protection à l'intérieur. Avec un rayonnement dans le monde.

Le nouveau monde a besoin d'une Europe forte. Avec une confiance renouvelée. Une Europe forte pour un avenir en sécurité.

Nous sommes prêts à relever ce défi.